



1^{res} Assises Environnement et Qualité : vers une reconnaissance de nos pratiques

Selon les sondages, les consommateurs ignorent que les producteurs de légumes sont engagés dans des démarches en faveur de l'environnement et de la qualité depuis de nombreuses années. Avant une reconnaissance, une connaissance de ces pratiques par la société se révèle indispensable. Un premier pas a été franchi avec les 1^{res} Assises Environnement et Qualité organisées par le Cerafel le 22 novembre.



“Garantir la sécurité alimentaire, respecter et protéger l'environnement, produire des légumes d'une qualité optimale sont les 3 objectifs que s'est fixé l'ensemble de la filière légumière bretonne depuis 10 ans, commence Alexis Gourvennec, président du Cerafel, en introduction des 1^{res} Assises Environnement et Qualité. Démarre désormais un nouvel objectif: faire savoir et faire reconnaître ces démarches”.

Un engagement collectif

C'était justement l'objectif de ces premières Assises que de faire connaître les démarches Environnement Qualité et les pratiques culturelles actuelles, aux acteurs de la filière légumière, aux associations de consommateurs, aux médias, aux élus et aux distributeurs. Un objectif atteint par un ensemble d'interventions et de témoignages (voir celui de Philippe Lesné, P3) qui ont suscité une grande attention de la part des 120 personnes présentes.

“Aujourd'hui, plus de 55 % de la production française de fruits et légumes frais sont issus d'une agriculture raisonnée, constate François Lafitte, président d'Interfel. Ici en Bretagne, le taux d'engagement est plus élevé. C'est exemplaire et c'est la preuve de la forte dynamique des professionnels à répondre aux attentes de notre société”.

C'est effectivement l'engagement de toute la filière bre-

tonne (de la recherche aux expéditeurs) à atteindre les mêmes objectifs qui a permis une telle évolution des pratiques en si peu de temps. “Au niveau de la recherche par exemple, l'un des axes prioritaires est la protection des cultures privilégiant l'action préventive: utilisation de variétés plus résistantes, mise au point de stimulateurs de défenses naturelles (SDN) etc.”, précise Jean-Guy Guéguen, président de la section technique du Cerafel, présentant les programmes de recherches du réseau Silex.

Les résultats de ces recherches sont appliqués rapidement par les producteurs grâce à un système Environnement-Qualité bien rôdé et évolutif. « La mise en œuvre de ces démarches est efficace car elle repose des outils adaptés (cahiers des charges, manuel des procédures, revue périodiques, audits...) et un caractère obligatoire, indique Jean-François Proust, du Cerafel. L'appui technique et le contrôle sont volontairement distincts. Le système Environnement-Qualité est aussi efficace car il est évolutif”.

Le Cerafel travaille par exemple à l'amélioration de l'enregistrement et de la traçabilité, mais aussi à l'évolution des relations avec les agro-fournisseurs. « D'autre part, les producteurs les plus avancés dans les démarches Environnement-Qualité pourront accéder plus facilement aux certifications type Agri Confiance grâce à la



charte QualiPrince mise en place cette année, poursuit Jean-François Proust. Inversement, la démarche Environnement Qualité va bénéficier des progrès de la démarche QualiPrince ».

QualiPrince: vers Agri Confiance

La démarche QualiPrince a été conduite en s'inspirant du référentiel de la Coopération Agricole appelé « Agri Confiance Qualité et Environnement ou Agri Confiance Volet Vert ». La démarche QualiPrince est globale, indique Hubert Delaunay, de la CCAOF. Elle englobe la maîtrise des activités liées à la production légumière (cahiers des charges...), mais aussi les services apportés aux producteurs (appui technique, vente d'appros...) et la prise en compte des attentes des clients ».

Vers une reconnaissance

L'évolution des démarches Environnement et Qualité touche également les expéditeurs. « Nous aussi allons vers la certification pour rassurer nos clients, explique Jean-Louis Le Moulec de l'Union des Expéditeurs de Bretagne. Notre entreprise va être certifiée Iso 9001 prochainement ».

Pour cet expéditeur, il en effet est nécessaire de présenter des éléments concrets aux clients. « Il faut promouvoir le savoir-faire et le terroir breton. Producteurs, vous devez montrer et démontrer votre professionnalisme », affirme Jean-Louis Le Moulec. Comme les agriculteurs, les expéditeurs ont aussi besoin d'une reconnaissance des efforts effectués, des coûts supplémentaires engendrés par la mise en œuvre des démarches Environnement et Qualité. « Répondre aux attentes des distributeurs et des consommateurs, oui, mais pas à n'importe quel prix. Il faut aussi œuvrer pour valoriser au niveau des prix toutes ces démarches. Nous avons l'avantage de la pluralité de l'offre, d'une filière forte et d'une force marketing et commerciale. Nous avons désormais besoin de reconnaissance ajoutée ! »

Un point approuvé par tous les intervenants



À la tribune de gauche à droite: Raymond Grall, Jean-François Proust, Cerafel, Hubert Delaunay, CCAOF, Joseph Rousseau, UCPT, Jean Hélias, Conseil Régional, François Lafitte, président d'Interfel, Philippe Lesné, agriculteur et Jean-Louis Le Moulec, Union des expéditeurs.



François Lafitte, président d'Interfel.

« L'Interprofession des fruits et légumes œuvre pour redonner de la valeur à nos produits par des actions de communication et de promotion vers les consommateurs et par l'engagement vers une meilleure segmentation de nos produits sur le marché. D'autre part, nous attendons l'application de la loi sur les Nouvelles Régulations Économiques votée en mai 2001 ainsi qu'un cadre précis concernant la définition et les actions engagées dans le cadre de l'agriculture raisonnée ».

Démarche Environnement-Qualité, Charte QualiPrince, Agri Confiance : Quelles différences ?

• Les démarches Environnement-Qualité, QualiPrince et Agri Confiance sont des démarches collectives, de type certification d'entreprise, c'est-à-dire qu'elles impliquent l'ensemble du processus de production, des exploitations au conditionnement.

Tous les producteurs des OP doivent respecter la démarche Environnement Qualité du Cerafel. Cela permet de donner une image globale positive de la production légumière bretonne.

• La charte QualiPrince et Agri Confiance sont des démarches volontaires. Toutes deux permettent de répondre aux demandes spécifiques de la distribution.

• La charte QualiPrince, est un

socle, un tronc commun permettant d'accéder plus facilement à toutes les démarches certifiées par un organisme extérieur, concernant la sécurité alimentaire et l'environnement, comme Agri Confiance. Passer par QualiPrince est la solution la plus économique, la plus simple pour accéder à Agri Confiance. QualiPrince joue en quelque sorte un rôle de pilote pour l'ensemble des producteurs.

• Agri Confiance, complément de la certification Iso 9002, est un système d'assurance qualité, reconnu par un organisme de certification extérieur. Agri Confiance comporte un volet « Qualité Environnement » qui correspond à la certification Iso 14 000.



de ces premières Assises, en particulier par François Lafitte: "l'enjeu majeur de la production fruitière et légumière est bien celui de redonner de la valeur à nos produits, des prix suffisants pour permettre l'équilibre des comptes d'exploitation et d'assurer les charges nouvelles créées pour les actions engagées pour respecter l'environnement".



Philippe Lesné,

producteur de légumes de plein champ à St Méloir des Ondes (35)

"Agri Confiance: pour faire reconnaître mon professionnalisme"

Philippe Lesné, 38 ans, produit des légumes de plein champ* dans le respect de l'environnement depuis son installation en 1987. Cette année, il s'est engagé dans la démarche Agri Confiance et a signé un CTE. Son témoignage lors des 1^{res} Assises Environnement et Qualité.

"Mon objectif est de bien faire mon métier, de répondre aux attentes des consommateurs en ce qui concerne la qualité, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Agri Confiance permet de faire reconnaître par un organisme extérieur que nous faisons bien notre métier. Celui-ci a beaucoup évolué", explique Philippe.

Protéger l'environnement et produire des légumes de qualité est un engagement né d'une véritable conviction personnelle. Fertilisation raisonnée, réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, utilisation des produits les plus respectueux de l'environnement... la base des bonnes pratiques pour cet agriculteur passionné. Les rotations des cultures sont gérées notamment pour réduire les risques sanitaires (et donc les traitements). 16 ha sont consacrés à la culture de céréales à paille apporter de la matière organique et permettre au sol de se reposer. Des couverts végétaux (phacélie, seigle) sont semés sur les sols nus l'hiver. Philippe fait également analyser ses sols depuis 15 ans. Des reliquats azotés sont réalisés pour chaque culture, avant implantation ou semis et en cours de culture pour les légumes restant longtemps en place sur une parcelle. Pour assurer un épandage de précision, le matériel de pulvérisation a été changé et sera régulièrement vérifié. Depuis de nombreuses années également, toutes les interventions culturales sont notées sur une fiche d'enre-



gistement (papier ou informatique) conformément au cahier des charges Environnement-Qualité du Cerafel. "Ces fiches sont complétées par un cahier d'épandage. L'historique de toutes les parcelles est connu. La traçabilité est ainsi assurée dès le champ", précise Philippe. La gestion des déchets n'est pas non plus oubliée: les emballages et les bidons des produits phytosanitaires, vidés et rincés, sont récupérés par la déchetterie ou par la coopérative.

Une reconnaissance par les prix est aussi indispensable

Cette démarche génère des coûts de production supplémentaires en particulier en temps de travail. Pour l'aider à les financer, Philippe s'est engagé dans un CTE. Dans son contrat, il s'engage à diminuer certains désherbages chimiques au profit du désherbage mécanique. Il va également investir dans un local de stockage pour les produits phytosanitaires ainsi que dans une cuve de rétention pour les carburants pour limiter les risques liés au stockage et à l'utilisation de ces produits. En plus du matériel de pulvérisation, l'agriculteur a également investi dans un épandeur à fumier.

"La société n'a pas encore vraiment pris conscience de toutes les démarches environnement et qualité entreprises pourtant depuis quelques années. Nous ne l'avons pas fait savoir. Les certifications comme Agri Confiance, la démarche QualiPrince permettent de confirmer et d'officialiser ces démarches et de continuer à progresser en ce sens". Un espoir pour cet agriculteur attaché à son métier et à la dimension familiale des exploitations bretonnes. Il avoue toutefois son inquiétude en ce qui concerne l'avenir de certaines d'entre elles: "l'évolution du métier pour répondre à la demande de la société nécessite des investissements financiers et humains importants que tous ne peuvent pas assumer. Si les prix finaux ne tiennent pas compte de ces surcoûts, la question de la pérennité de nombreuses exploitations se posera".

* Chou-fleur, poireau, oignon, pommes de terre primeur, plus céréales, engrais verts sur 50 hectares.





L'après-midi, les invités ont découvert concrètement les démarches Environnement et Qualité et leurs implications lors d'une visite chez Serge Le Bihan, producteur à Carantec et à la station de conditionnement de Kervent (St Pol de Léon).



Les consommateurs révèlent leur méconnaissance des modes de production

Selon un sondage réalisé par UFC Que Choisir auprès de 2500 lecteurs, le consommateur est beaucoup moins sensible à l'origine France pour les fruits et légumes que pour d'autres produits alimentaires (85,5 % en volaille, 59,4 % en légumes et 52,7 % en fruits). Les étiquettes sont lues pour le prix, la DLC et les ingrédients mais peu pour les modes de fabrication ou les teneurs nutritives. La mention AB est bien repérée ainsi que le Label Rouge mais l'indication "Produit issu de l'agriculture raisonnée" n'est perceptible que pour 20 % des personnes interrogées.

Selon une étude réalisée par le CTIFL en 2001 auprès de 1000 personnes, la culture des fruits et légumes est peu mise en cause en terme de contribution à la pollution. Mais 80 % des personnes sont persuadées que les exploitations utilisent de plus en plus de traitements.

Les fruits et légumes paraissent relativement préservés dans la course à la rentabilité.

Dans cette étude, les consommateurs révèlent leur méconnaissance des modes de production. 85 % considèrent qu'il y a un lien entre le goût des fruits et légumes et la manière de les produire.



Le Cerafel a édité une plaquette présentant les démarches Environnement Qualité. N'hésitez pas à la demander.